

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

CANADA

CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

Luc Godbout, *Des baisses d'impôt : pour qui, comment et quand? Douze constats à prendre en considération avant de procéder à de nouvelles baisses d'impôt sur le revenu au Québec*, Étude préparée pour le colloque de l'ASDEQ, 7 mai 2004.

http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/publications/asdeq_26mai2004.pdf

Une étude comparative de l'impôt sur le revenu au Québec par rapport aux pays du G7 conclut que la classe moyenne est durement frappée, mais que l'impôt a baissé plus rapidement au Québec.

● L'étude compare les paramètres de l'imposition du revenu au Québec avec ce qui prévaut dans la fédération canadienne et dans les pays du G7. Après avoir illustré une plus forte dépendance gouvernementale par rapport aux impôts sur le revenu et des ratios plus élevés de l'imposition du revenu au Québec, l'étude montre à l'aide d'une analyse rétrospective une amélioration sensible de la situation, ce qui met en exergue les baisses significatives de l'impôt sur le revenu dont les contribuables québécois ont bénéficié au cours des dernières années. À ce titre, l'analyse des effets sur le taux moyen d'imposition des récentes réformes fiscales internationales révèle que le Québec se distingue par une réduction nettement supérieure à celle des pays du G7. L'étude a également démontré que les paramètres de l'imposition du revenu au Québec prennent adéquatement en compte les besoins essentiels des contribuables et leur situation familiale. Toutefois, l'analyse des paramètres de l'imposition du revenu a également permis de faire ressortir que les contribuables québécois de la classe moyenne sont plus durement frappés par les impôts sur le revenu. Tout au long de l'analyse, l'étude dresse douze constats pouvant servir de guide au Gouvernement du Québec dans l'élaboration d'un plan pluriannuel de réduction de l'impôt sur le revenu. L'étude cherche à déterminer, s'il y a des baisses d'impôt : 1) quand celles-ci devraient-elles avoir lieu ? ; 2) quel groupe de contribuables devrait en être le premier bénéficiaire ? ; et 3) de quelle manière le Gouvernement devrait-il procéder pour les réaliser ?

Luc Godbout, *Élections fédérales 2004 : Qu'en est-il des promesses fiscales ?*

<http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/publications/elections2004.pdf>

Marcelin Joanis, *Élections fédérales 2004 – Le « tigre du Nord » en a-t-il pour sa creuse dent ?*

<http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite/publications/joanis-Tigre%20du%20nord2.pdf>

Dans le cadre d'un petit déjeuner-causerie organisé par la Chaire, portant sur les enjeux fiscaux de la campagne électorale fédérale 2004, deux chercheurs examinent et commentent les promesses des quatre principaux partis en matière de fiscalité.

FRASER INSTITUTE

Nadeem Esmail, Michael Walker, Sabrina Yeudall, *How Good is Canadian Health Care? 2004 Report*, Critical Issues Bulletin, 2004, 66 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/files/HowGoodCdnHealthCareComplete.pdf>

Étude comparative de la qualité et des coûts du système de santé canadien, par rapport aux autres pays de l'OCDE garantissant une couverture universelle.

● This second edition of *How Good is Canadian Health Care?* provides answers to a series of questions that are important to resolve if Canada is to make the correct choices as it amends its health care policies. The study is strictly comparative and examines a wide number of factors for the member countries of the OECD in arriving at the answers to the questions posed. In this study, we primarily compare Canada to other countries that also have universal access, publicly funded health care systems. Since the United States and Mexico do not, we often ignore these countries in the comparisons made. The study's focus, therefore, is not whether we should "abandon the key elements of Canada's compassionate approach to health care delivery," but how we organize to achieve it. To answer this crucial question, which is also the focus of the current debate about health care reform in Canada, we examine the policies followed in other industrialized, universal-access countries; policies that, at lower cost, produce superior access to, and outcomes from, health care than Canada's policies do.

INSTITUT C.D. HOWE

Yvan Guillemette, *La réforme du RRQ : Comment elle réduirait les facteurs de désincitation au travail après 60 ans*, Institut C.D. Howe, Commentaire no 199, mai 2004, 25 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/commentary_199_french.pdf

Selon l'auteur, les gouvernements canadiens devraient réduire les désincitatifs fiscaux qui découragent le travail après 60 ans.

■ Le vieillissement de la population canadienne représente un défi économique important pour le pays. Le rapport travailleurs-retraités va diminuer de façon marquée au cours des 30 prochaines années. La tendance vers la retraite anticipée vient exacerber la situation démographique difficile et la vague normale de retraites que produira le vieillissement des baby-boomers. Des études économiques récentes dans plusieurs pays ainsi qu'au Canada ont prouvé qu'une partie de la tendance vers la retraite anticipée s'explique par les désincitatifs fiscaux implicites dans les programmes publics de la sécurité du revenu, incluant le Régime de rentes du Québec (RRQ) et le Régime de pensions du Canada (RPC). Les désincitatifs au travail viennent entre autres de l'examen des ressources dans les programmes comme la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, mais résultent aussi du fait qu'en travaillant plus longtemps, la plupart des travailleurs n'augmentent pas la rente de retraite à laquelle ils ont droit suffisamment pour compenser le report des prestations et les contributions additionnelles qu'ils doivent verser en travaillant. Ce Commentaire illustre les désincitatifs au travail actuellement imposés par le RRQ et par le reste du régime fiscal fédéral-provincial. Il résume les propositions de modification des rentes de retraite suggérées par la RRQ et montre comment leur adoption améliorerait l'équité actuarielle du Régime et réduirait sensiblement l'impôt implicite sur le travail, encourageant les individus en bonne santé, productifs et qui veulent travailler à le faire.

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES FISCALES (ACEF)/CANADIAN TAX FOUNDATION (CTF)

Daniel Sandler, *Venture Capital and Tax Incentives : A Comparative Study of Canada and the United States*, Tax Paper # 108, Association canadienne d'études fiscales, été 2004, 544 pages.

Pour commander : <http://www.acef.ca/whatsnew/recentpubs.asp>

Une étude comparative sur les incitatifs fiscaux reliés au capital de risque, au Canada et aux États-Unis.

● Today's economy is a knowledge-based economy. Technological innovation—from the steam engine that drove the Industrial Revolution to trains, cars, and airplanes; to the harnessing and delivery of electricity; to the advancement of computers and communication systems; to biotechnology and the genome—rather than the efficient allocation of resources in a free market, has been and continues to be the most important determinant of economic growth. Although technological innovation occurs primarily in large corporations, a significant amount of innovation is generated by small and medium-sized enterprises (SMEs), particularly in the high-tech sector. Federal, provincial, and state governments in Canada and the United States have recently focused their attention on SMEs as important engines of economic growth. They have introduced a plethora of measures to increase the supply of venture capital— high-risk equity or near-equity investment in businesses with limited tangible assets but significant growth potential. This book examines government expenditure programs, particularly tax expenditure programs, that target venture capital formation in Canada and the United States in order to determine which government policies best address the market failures that affect the supply of capital to SMEs.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes – Chapitre 5, Agence du revenu du Canada – La vérification des petites et moyennes entreprises, 30 mars 2004, 34 pages.

[http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/rapports.nsf/html/20040305cf.html/\\$file/20040305cf.pdf](http://www.oag-bvg.gc.ca/domino/rapports.nsf/html/20040305cf.html/$file/20040305cf.pdf)

La vérification des petites et moyennes entreprises pour préserver l'assiette fiscale canadienne: observations et recommandations.

■ Le secteur de la petite et moyenne entreprise croît en raison de la tendance à la hausse du travail indépendant. C'est aussi le secteur où l'on risque le plus de participer à des activités liées à l'économie clandestine. Les petites et moyennes entreprises comprennent 4,5 millions de contribuables. L'impôt des travailleurs indépendants représentait presque 10 % des 90 milliards de dollars de recettes fiscales fédérales provenant de l'impôt des particuliers en 2003, alors que l'impôt des sociétés dont les revenus bruts annuels sont inférieurs à 15 millions de dollars représentait 36,5 % des recettes fiscales fédérales provenant des sociétés. Notre vérification a porté sur les efforts déployés par l'Agence pour évaluer la mesure dans laquelle les petites et moyennes entreprises respectent les lois fiscales et sur les systèmes établis par l'Agence pour détecter les contribuables qui ne respectent pas les règles. Nous avons aussi examiné les activités des bureaux de services fiscaux relatives à la vérification de l'impôt sur le revenu et de la TPS/TVH des petites et moyennes entreprises.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ministère des Finances du Canada, *Document d'information : Fiducies de revenu d'entreprise*, 18 mai 2004, 3 pages.

http://www.fin.gc.ca/news04/data/04-036_1f.html

Le ministre des Finances annonce des consultations sur l'investissement des caisses de retraite dans des fiducies de revenu d'entreprise.

■ Pour éviter l'érosion de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le gouvernement a proposé, dans son budget de 2004, des mesures visant à limiter la taille des placements et la participation des caisses de retraite dans les fiducies de revenu d'entreprise. En vertu des propositions, une caisse de retraite ne pourrait ni investir plus de 1 % de ses actifs dans une fiducie de revenu d'entreprise, ni détenir plus de 5 % des unités d'une même fiducie de revenu d'entreprise. Ces limites devaient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2005. Les mesures proposées dans le budget de 2004 seront différées afin de permettre la tenue d'autres consultations. Le gouvernement maintient son objectif global de faire en sorte que le financement de priorités comme les soins de santé et l'éducation ne soit pas compromis par l'érosion de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Par contre, il convient d'examiner de plus près les préoccupations soulevées par les responsables des caisses de retraite et d'autres intéressés.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Agence du revenu du Canada, Communiqué de presse, Ottawa, 3 mai 2004, 1 page.

<http://www.cra-adrc.gc.ca/newsroom/releases/2004/may/0503ottawa-f.html>

Abris fiscaux internationaux : le Canada, l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis conviennent d'établir un centre d'information conjoint.

● Le ministre du Revenu national, l'honorable Stan Keyes, a annoncé que les commissaires des administrations fiscales du Canada, de l'Australie, du Royaume-Uni et des États-Unis ont créé un groupe de travail conjoint en vue d'accroître la collaboration et de coordonner l'information sur les opérations fiscales abusives. Ils ont signé à cet effet un protocole d'entente à Williamsburg (Virginie), le 23 avril 2004. Le groupe de travail conjoint aidera les quatre administrations fiscales à faire face aux défis que représentent ces opérations fiscales abusives. Les premiers travaux du groupe porteront notamment sur les façons dont des sociétés et des particuliers utilisent des produits financiers dans le cadre de stratagèmes abusifs en vue de réduire leurs obligations fiscales. On cherchera aussi à identifier les promoteurs qui conçoivent ces produits et les mettent en marché.

Agence du revenu du Canada, *Document d'information : Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale*, 29 avril 2004, 2 pages.

<http://www.cra-adrc.gc.ca/newsroom/factsheets/2004/mar/0429ottawa-f.html>

Vers une collaboration plus étroite du Canada et d'autres pays pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscale.

● Le 28 avril 2004, le Canada a signé la *Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale*. Celle-ci prévoit trois formes de coopération entre les États signataires pour l'établissement et la perception des impôts dans le but de contrer l'évasion et la fraude fiscales. Il s'agit d'un traité international qui touche principalement les multinationales, mais également certains contribuables qui effectuent des transactions commerciales à l'étranger ou possèdent des actifs considérables dans de nombreux pays. Au Canada, la convention couvre les impôts et les taxes perçus en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la *Loi sur la taxe d'accise*, qui inclut la taxe sur les produits et services (TPS), et la *Loi sur l'accise (2001)*, mais ne s'applique pas aux droits de douane. La convention, une initiative du Conseil de l'Europe (CE) et de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), porte sur l'échange de renseignements fiscaux, l'assistance en vue de la perception des impôts et l'expédition de documents. À ce jour, elle a été signée et ratifiée par la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, la Suède et les États-Unis.

ÉTATS-UNIS

THE BROOKINGS INSTITUTION

Leonard E. Burman, *Senator Kerry's Tax Proposals*, 9 avril 2004, 20 pages.

http://www.urban.org/UploadedPDF/1000634_KerryPlan.pdf

Un résumé des mesures fiscales proposées par le candidat à la présidence John Kerry.

● This note provides a very preliminary summary and distributional analysis of Senator Kerry's tax proposals. Some details of the proposal are not publicly available. The following summary is based on information from Kerry's website (speeches, press releases, and policy papers), communications with campaign staff and advisors, and some guesses about how the proposals will be made operational. The Tax Policy Center will update and correct this as more details become available.

Peter R. Orszag, Joseph A. Pechman, *The Legacy of U.S. Fiscal Policy*, 16 avril 2004, 14 pages.

<http://www.brookings.edu/views/speeches/orszag/20040416.pdf>

Allocution portant sur la politique fiscale américaine et l'héritage qu'elle lèguera aux générations futures.

● The main point of my talk tonight is that we are at a critical moment in defining the nation's fiscal legacy. Regardless of who wins the November election, debates about making the tax cuts permanent and about entitlement reform will likely be a prominent component of the 2005 agenda in Washington. The outcome of these debates will matter a lot for the world economy and they will matter a lot for you, because you will inherit the consequences. We have become used to thinking about how environmental policy leaves a legacy for future generations. But fiscal policy also leaves a legacy for future generations – in other words, you and your children – and that is what I want to focus on tonight.

William G. Gale, J. Mark Iwry, Peter R. Orszag, *The Saver's Credit : Issues and Options*, avril 2004, 28 pages.

<http://www.brook.edu/dybdocroot/views/papers/gale/20040419.pdf>

Une analyse intéressante des effets du nouveau crédit d'impôt à l'épargne-retraite, qui vise à encourager l'épargne des familles à faibles et moyens revenus.

● This paper provides an overview of the rationale, history, and possible modifications to the saver's credit, which was enacted as part of the 2001 tax legislation. The tax system in general provides little incentive for participation in tax-preferred saving plans to households who most need to save more for retirement and who, if they do contribute, are most likely to use the accounts to raise net saving. By contrast, the tax code provides its strongest incentives to those who are generally already better prepared for retirement, and who are more likely to use tax-preferred vehicles as a shelter than as an opportunity to increase overall saving. The saver's credit helps to correct this "upside down" structure of tax incentives for retirement saving. It is the first and only major federal legislation directly targeted to promoting tax-qualified retirement saving for moderate- and lower-income workers. The limited experience with the saver's credit to date has been encouraging. Options for strengthening the credit include making the credit refundable, making it permanent, expanding it to provide larger incentives for middle-class households, and rationalizing the phase-out of the credit. Such changes — which are under active consideration by leading pension policymakers — would help lower- and middle-income families save for retirement, reduce economic insecurity and poverty rates among the elderly, and raise national saving.

URBAN INSTITUTE

C. Eugene Steuerle, *Contemporary U.S. Tax Policy*, Urban Institute Press, 336 pages, 2004.
Pour commander: <http://www.urban.org/pubs/CTP>

L'histoire de la politique fiscale américaine, racontée par l'un de ses acteurs, depuis Reagan jusqu'à Bush fils.

● Sound tax policy and administration—like a trustworthy judiciary and a reliable financial accounting system—is one of the pillars of modern governance. Most fundamentally, taxes are collected to support the activities of government agencies, but for modern policymakers the tax code has become the tool of choice for changing the economy or society's behavior. In *Contemporary U.S. Tax Policy*, one of the most influential minds in the field offers an insider's look at tax policy based on a quarter-century of working with officials and staffers of all political stripes. Steuerle outlines the principles of taxation and the early postwar period before proceeding to a detailed examination of the tax policy battles that began with the “Reagan revolution” in the early 1980s and have continued through the present Bush administration. Those expecting a simple story of triumph and defeat may be surprised. Rather than political consensus and steady progress, tax policy history is messy, repetitive, and often rancorous. Yet in the midst of this clamor, evolution—and even revolution—do occur. *Contemporary U.S. Tax Policy* offers the most comprehensive history of this most controversial and important subject.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

CBO, *Macroeconomic Analysis of a 10 Percent Cut in Income Tax Rates*, 1^{er} mai 2004, 17 pages.
<ftp://ftp.cbo.gov/54xx/doc5485/2004-07.pdf>

Une étude macroéconomique des conséquences d'une baisse d'impôt de 10 %, à l'aide de divers modèles utilisés par le CBO.

● This paper explores the effects of a simple policy change - a 10 percent tax cut - to shed light on the different models CBO uses to examine the macroeconomic effects of policy changes. Most of the models predict that such a simple tax cut will increase GDP and therefore that the revenue loss from the tax cut will be smaller than the conventional estimate predicts over the first 10 years. None of the models predict that as much as 25 percent of the conventional cost could be offset, however.

Paul Burnham, Robertson Williams et G. Thomas Woodward, *Tax-Deferred Retirement Savings in Long-Term Revenue Projections*, mai 2004, 51 pages.
<ftp://ftp.cbo.gov/54xx/doc5418/05-10-RetirementSavings.pdf>

L'impact des régimes de revenu différé sur les recettes du gouvernement fédéral : une augmentation estimée à 0.5% du PIB au cours des 75 prochaines années.

■ This Congressional Budget Office (CBO) paper examines how long-term revenue projections are affected by explicitly incorporating tax-deferred retirement savings. Using data from tax returns in a model that it constructed, CBO estimates that federal revenue will increase by 0.5 percent of gross domestic product over the next 75 years as a result of tax-deferred retirement accounts. About one-half of that increase will occur in the next 25 years. The paper first describes the “life-cycle” of retirement accounts and explains the revenue implications of each phase. It then illustrates how revenues from retirement accounts are affected by demographic bulges such as the baby boom and by tax incentives available outside of retirement accounts, such as lower rates on capital gains and dividends. Finally, it considers alternative scenarios to the base case in the model in order to illustrate the effect of using different assumptions about such factors as the economy, tax policies, and taxpayers' behavior in saving for retirement.

Roberton Williams, « The Alternative Minimum Tax », *CBO Revenue and Tax Policy Brief*, No 4, 15 avril 2004, 8 pages.

<ftp://ftp.cbo.gov/53xx/doc5386/04-15-AMT.pdf>

L'impôt minimum de remplacement aux États-Unis: un nouveau fardeau pour les classes moyennes.

■ Aux États-Unis, on estime qu'un contribuable sur cinq sera assujéti à l'impôt minimum de remplacement (IMR) en 2010. De plus, en l'absence d'indexation de cet impôt à l'inflation, un nombre croissant de contribuables de la classe moyenne doivent maintenant payer cet impôt. Ce document synthèse tente de cerner à l'aide de différentes projections l'impact de l'IMR à long terme sur les contribuables américains. Différentes options de politique fiscale sont également discutées, notamment l'introduction de nouvelles déductions, l'abolition de l'IMR ainsi que son indexation à l'inflation.

U.S. CONGRESS

Chambre des représentants du Congrès américain, *An Act To amend the Internal Revenue Code of 1986 to extend to 2005 the alternative minimum tax relief available in 2003 and 2004 and to index such relief for inflation*, HR 4227 PCS, 3 pages.

http://frwebgate.access.gpo.gov/cgi-bin/getdoc.cgi?dbname=108_cong_bills&docid=f:h4227pcs.txt.pdf

Le Congrès américain en voie d'indexer les seuils d'application de l'impôt minimum de remplacement.

■ Le projet de loi *Middle-Class Alternative Minimum Tax Relief Act of 2004* a été adopté le 5 mai 2004 par la Chambre des représentants du Congrès américain. Ce projet de loi, s'il est adopté par le Sénat, modifiera la législation fiscale américaine afin d'augmenter pour 2005 les montants d'exemption de base dans le calcul de l'impôt minimum sur le revenu des particuliers. Il introduira aussi un mécanisme d'ajustement à l'inflation des montants d'exemption pour le futur.

FRANCE

ASSEMBLÉE NATIONALE

Martine Aurillac, *Rapport fait au nom de la Commission des Affaires Étrangères sur le Projet de loi n° 1280, autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu*, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 3 mars 2004, 17 pages.

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/rapports/r1468.pdf>

Rapport traitant du système d'imposition canadien et québécois ainsi que des relations économiques entre le Québec et la France.

● La France est liée à la province du Québec par une entente fiscale en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu en date du 1er septembre 1987. Cette entente, qui constitue le seul accord

fiscal conclu par la France avec un État fédéré, a pour objet d'éviter les doubles impositions entre la province du Québec et la France. La France et le Canada ayant modifié le 30 novembre 1995 par un avenant la convention fiscale qui les lie depuis le 2 mai 1975, il est apparu nécessaire d'harmoniser ces nouvelles dispositions avec celles de l'entente franco-québécoise, ce qui fut réalisé par la signature à Paris le 3 septembre 2002 d'un avenant. Votre Rapporteuse présentera brièvement le régime fiscal canadien, en tenant compte des spécificités québécoises, avant de détailler les principaux points du présent avenant.

INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Marcel Gérard et Marie-France Gillard, « Taxation, financial intermodality and the least taxed path for circulating income within a multinational enterprise », *Annales d'Économie et de Statistiques*, 75/76, décembre 2004 (à paraître), 22 pages.

<http://www.oecd.org/dataoecd/13/62/31743059.pdf>

Une étude tente de modéliser le comportement des multinationales en fonction des taux effectifs d'imposition afin de mieux juger de l'efficacité des traités fiscaux internationaux.

● When minimizing their overall tax liabilities, multinational enterprises exploit the various provisions of interjurisdictional tax arrangements, not hesitating to circulate flows indirectly and through various financial vehicles. This paper proposes to nest modelling such strategies into graph theory and network analysis. Such an exercise enables to compute strategy supported effective tax rates and to question the design of interjurisdictional tax arrangements.

DIALOGUE FISCAL INTERNATIONAL

<http://www.itdweb.org/default.asp?lang=1>

Nouveau site web regroupant les documents d'analyse des administrations fiscales nationales et internationales.

■ Le Dialogue fiscal international est une initiative prise par l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale pour encourager et faciliter l'examen de questions fiscales entre les fonctionnaires des administrations fiscales nationales et les organisations internationales. Le site ITDweb permet à ses utilisateurs d'échanger des bonnes pratiques et d'étudier des points relevant de la politique fiscale et de l'administration de l'impôt, notamment l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, les taxes de vente, l'évasion et la fraude fiscale internationale, les conventions fiscales, l'imposition internationale, l'organisation et la gestion de l'administration fiscale ainsi que la procédure fiscale.

DIVERS

James E Mahon Jr., « Causes of Tax Reform in Latin America, 1977-95 », *Latin American Research Review*, Vol. 39, Iss. 1, 2004, 28 pages.

<http://www.utexas.edu/utpress/journals/jlarr.html> (pour commander en ligne)

Une analyse historique des réformes fiscales en Amérique latine.

● Among the policy changes associated with neoliberalism in Latin America, tax reform has played a leading role as it has been crucial not only to price stabilization but also to managing economic liberalization. But it also has a larger significance, since it involved a reconstitution of core state powers, and these could prove useful to any future government that seeks to expand the state's economic role. This paper seeks to determine its causes more precisely by analyzing data from fifteen Latin American countries from 1977 to 1995. Findings show that the definition of "tax reform" has been remarkably similar across the region with less progressivity, fewer exemptions, a new leading role for the value-added tax (VAT), and the strengthening of tax administration. The data analysis then finds reform is predicted by (in roughly descending importance) past inflation, explicit IMF performance conditions, new administrations, more authoritarian-elected governments, the dominance of the president's party in the legislature, established electoral systems, closed-list proportional representation, less polarized party systems, and more numerous parties. Little or no support exists for the causal importance of past changes in gross domestic product (GDP), the constitutional powers of the president, party institutionalization, or partisan balance. The analysis concludes by placing these results in historical context, referring to theories of state formation and the building of institutions in exchange for resources.

Raymond Fisman, Shang-Jin Wei, « Tax Rates and Tax Evasion: Evidence from "Missing Imports" in China », *The Journal of Political Economy*, Chicago, avril 2004, Vol. 112, No 2, 26 pages.
http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=515103 (pour commander en ligne)

Taux d'imposition et évasion fiscale: de nouvelles données empiriques provenant du contexte douanier.

● Tax evasion, by its very nature, is difficult to observe. We quantify the effects of tax rates on tax evasion by examining the relationship in China between the tariff schedule and the "evasion gap," which we define as the difference between Hong Kong's reported exports to China at the product level and China's reported imports from Hong Kong. Our results imply that a one-percentage-point increase in the tax rate is associated with a 3 percent increase in evasion. Furthermore, the evasion gap is negatively correlated with tax rates on closely related products, suggesting that evasion takes place partly through misclassification of imports from higher-taxed categories to lower-taxed ones, in addition to underreporting the value of imports.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Marc Bachand, Dominic Castonguay, Marc Desjardins, Mélanie Dolbec,
Pierre-Louis Le Saunier, Hélène Oigny